

Déclaration à la conférence de Berlin¹

2 avril 1922

Déclaration de Clara Zetkin au nom de l'Exécutif

Dès l'ouverture de la Conférence, Clara Zetkin, au nom de la déclaration de l'I.C., fait la déclaration suivante :

La délégation du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste croit de son devoir, dès l'ouverture des débats avec les représentants des Comités Exécutifs de la 2^e Internationale et de l'Union des Partis Socialistes, de faire les déclarations suivantes :

Pour la première fois depuis juillet 1914, date de la dernière séance du Bureau Socialiste Internationale à Bruxelles — immédiatement suivie par la guerre mondiale — et depuis la faillite de la 2^e Internationale, les représentants de tous les partis du mouvement ouvrier international se trouvent de nouveau réunis en conférence. Nous ne pouvons laisser passer cet événement sans rappeler au prolétariat universel que la division actuelle de la classe ouvrière a été provoquée par le fait que certains éléments du prolétariat se sont trouvés avoir une communauté d'intérêts temporaires avec les Etats impérialistes : de là l'attitude contre-révolutionnaire de beaucoup de partis et organisations ouvrières. Tant que la classe ouvrière ne se sera pas unie dans une lutte commune pour défendre ses intérêts contre le capital international, tant qu'elle n'aura pas renoncé à toute coalition avec les représentants du capitalisme, tant qu'elle ne se préparera pas à la lutte pour le pouvoir, subsistera la division actuelle où le capitalisme puise la majeure partie de sa force. Aucune plainte, aucune malédiction ne peuvent nous faire oublier cette vérité. Mais comme la classe ouvrière ne s'est pas encore concertée pour cette lutte en commun, comme elle n'est pas encore parvenue à comprendre que le capitalisme ne peut être vaincu que si la grosse majorité du prolétariat conquiert le pouvoir par la révolution et érige sa dictature, nous déclarons qu'une unité organique des groupements internationaux actuels du prolétariat, orientés différemment dans leurs principes, serait tout à fait utopique et nuisible. Cela admis, il faut cependant reconnaître que toute la situation mondiale exige impérieusement que la classe ouvrière, malgré toutes les profondes contradictions qui la séparent, s'unisse pour le combat définitif contre l'offensive du capital mondial.

A la fin de la guerre, au moment où les travailleurs armés et révoltés regagnaient leurs foyers, reconnaissant que la démocratie et la prospérité des peuples, principes pour lesquels ils avaient versé leur sang, n'étaient qu'un mensonge du capitalisme masquant ses appétits rapaces, il aurait été possible de renverser le capitalisme. Mais l'indécision de la majorité de la classe ouvrière, les illusions démocratiques, dont elle était imbue et qui étaient entretenues systématiquement par les partis réformistes, enfin la coalition déclarée ou secrète de ces derniers avec la bourgeoisie l'ont empêchée de suivre l'exemple glorieux de la révolution d'octobre. Tout au contraire, elle a soutenu le capitalisme mondial au lieu de repousser sa première attaque. Les masses ouvrières du monde entier subissent maintenant les conséquences de cette politique. La bourgeoisie mondiale, incapable de rétablir l'ordre dans le monde, même sur la base du système capitaliste, incapable d'assurer au prolétariat les conditions d'existence d'avant-guerre, garde pourtant suffisamment de forces pour essayer de faire supporter les frais de guerre au prolétariat. La bourgeoisie mondiale n'a pas encore perdu l'espoir de tirer une grosse partie des frais de guerre d'une exploitation aggravée du prolétariat allemand, d'une pénétration pacifique de la Russie des soviets — qu'elle n'a pu vaincre par les armes — de l'exploitation des Etats nouvellement fondés, instruments de la politique militariste et impérialiste des grandes puissances, et enfin de l'asservissement redoublé des peuples coloniaux et semi-coloniaux (Chine, Perse, Turquie). Cependant, même les éléments de la bourgeoisie internationale qui n'ont pas encore reconnu l'impossibilité d'arracher des centaines de milliards aux masses appauvries des Etats vaincus, de la Russie des soviets et des colonies, comprennent que cette saignée, même si elle se faisait, ne suffirait pas encore à procurer les ressources nécessaires à la reconstruction capitaliste. Tels sont les motifs qui poussent la bourgeoisie internationale à l'offensive contre la classe ouvrière. Voilà pourquoi elle cherche à allonger dans tous les pays la journée de travail malgré le chômage, voilà pourquoi elle veut réduire les salaires. Elle veut faire supporter à la classe ouvrière tous les frais de guerre et la faire travailler à la reconstitution du système capitaliste mondial.

Cette situation met le prolétariat en présence de décisions très graves. Il doit s'unir maintenant pour sa défense contre toutes les attaques du capital international, il doit s'opposer solidairement aux tentatives faites pour appauvrir économiquement les Etats vaincus, la Russie des soviets et les colonies, il doit résister à cette vague de lock-out et exiger l'abolition du traité de Versailles, la reconnaissance de la Russie des soviets et sa reconstitution économique, le contrôle de la production dans tous les pays, sinon il paiera de sa santé et de sa vie les frais de la « paix », comme il a payé ceux de la guerre. L'Internationale Communiste invite les masses ouvrières, quelles que soient leurs opinions sur les voies et moyens conduisant à la victoire définitive, à assurer cette victoire par une union étroite contre l'offensive pressante du capitalisme et par l'énergie de leur lutte. L'Internationale Communiste a lancé le mot d'ordre du front unique du prolétariat contre la bourgeoisie et a accueilli avec satisfaction l'initiative de l'Union de Vienne convoquant une Conférence ouvrière internationale. Elle voit dans cette conférence un instrument de la coordination des luttes ouvrières futures. Pour que cette Conférence soit couronnée de succès, l'Internationale Communiste demande qu'y soient invités

¹ Source : numéro 18 du *Bulletin communiste* (troisième année), 29 avril 1922. La conférence de Berlin des 3 internationales s'est tenue du 2 au 6 avril 1922.

toutes les organisations syndicales de la classe ouvrière. Les syndicats comprennent la majorité du prolétariat. Ils l'encadrent sans tenir compte des différences politiques. Ils l'intéressent en lui faisant voir ses besoins quotidiens. Pour que la Conférence ouvrière internationale ne soit pas une simple démonstration, mais unifie l'action internationale du prolétariat, les syndicats doivent y participer. La division des organisations ouvrières dans différents pays, loin d'être un argument contre l'admission des syndicats l'exige au contraire. Les syndicats se groupant autour de deux centres, un accord sur les actions à mener est indispensable. Nous proposons que soient invités : l'Internationale Syndicale d'Amsterdam, l'Internationale Syndicale Rouge, ainsi que les organisations syndicales non comprises dans ces Internationales, la Fédération américaine du Travail et quelques syndicats indépendants.

En ce qui concerne les partis prolétariens, nous proposons d'inviter, outre les représentants des partis adhérant aux trois internationales, les partis et groupes qui restent en dehors. Nous pensons, en premier lieu, aux organisations anarchistes et syndicales. Elles ne sont pas grandes par le nombre, mais elles renferment des éléments ouvriers honnêtes et révolutionnaires qu'il faut encadrer dans le front commun du prolétariat. Bien des divergences nous séparent de ces groupes. Nous croyons de notre devoir d'essayer de nous mettre d'accord avec eux sur des questions d'action, au moment où la situation exige cet accord avec les partis réformistes dont la politique nuisible aux intérêts de la classe ouvrière est la source des erreurs et des déviations de ces éléments de gauche. Nous estimons urgent la convocation d'une conférence ouvrière internationale. La Conférence de Gênes constitue un effort du capital mondial pour ouvrir la période de la réorganisation du monde, après que sa politique de Versailles a été ébranlée par les faits. Pendant la conférence de Versailles, la classe ouvrière est restée indécise et incapable d'agir. Seule, la Russie des soviets a combattu les armes à la main les appétits du capital allié, voulant asservir le monde entier. Aujourd'hui, après trois années de chaos et de décomposition progressive du capitalisme, la Russie des soviets est victorieuse. Mais elle attire sur elle les formidables attaques « pacifiques » du capital mondial. Il s'agit d'appuyer efficacement le premier Etat créé et formé par la première vague de la révolution mondiale contre tous ceux qui veulent le contraindre à la capitulation sociale. Le prolétariat allemand est devenu, malgré lui, grâce à la soumission complète de la bourgeoisie allemande devant l'Entente, la cause d'une réduction des salaires du prolétariat mondial. Combattre la politique des réparations c'est combattre pour le niveau d'existence des masses dans les pays de l'Entente et en Amérique. Tant que le prolétariat international ne se dressera pas de toutes ses forces contre le traité de Versailles, contre la tentative d'étrangler économiquement la Russie des soviets, contre le pillage des colonies, contre l'exploitation des populations des nouveaux petits Etats, il ne faut pas songer à surmonter le chômage et la crise économique mondiale. Pour ces motifs la classe ouvrière internationale doit faire entendre sa voix au cours de la Conférence de Gênes dont l'action devrait contribuer à la reconstitution de l'économie mondiale et obliger cette conférence à s'occuper de la question ouvrière, du chômage, de la journée de huit heures. Les pourparlers de Gênes ne doivent pas ressembler à ceux de Versailles où les représentants de différentes organisations ouvrières, derrières lesquelles il n'y avait pas de masses en action, demandaient humblement à l'Entente de bien vouloir tenir compte des intérêts du prolétariat ; c'est avec l'appui des masses agissantes que les représentants internationaux de la classe ouvrière à Gênes vont demander compte aux délégués assemblés du capitalisme mondial, des promesses à l'exécution desquelles ils se sont si honteusement dérobés.

La délégation de l'Internationale Communiste est prête, sans rien dissimuler à aucun moment de ce qui la sépare des partis réformistes et mi-réformistes, à travailler de tout son pouvoir pour l'action commune du prolétariat international. Elle peut le faire d'autant plus facilement qu'elle a la conviction profonde que chaque jour, que chaque expérience montrent aux prolétaires de tous les pays qu'aucun compromis avec le capital ne peut leur assurer la paix et des conditions d'existence dignes de l'humanité mais que ce but ne peut être atteint que par la victoire du prolétariat auquel il appartient de prendre dans ses fortes mains la tâche de reconstituer le monde conformément aux intérêts de la plus grande majorité des hommes.

La délégation internationale communiste propose, pour ces raisons, de ne discuter à la prochaine conférence internationale que les questions concernant l'action commune, pratique, immédiate des masses ouvrières, c'est-à-dire des actions qui loin de les diviser les unissent. Pour ces motifs, la délégation de l'Internationale Communiste propose de fixer comme suit l'ordre du jour de la Conférence internationale :

1. Défense contre l'offensive capitaliste ;
2. Lutte contre la réaction ;
3. Préparation de la lutte contre de nouvelles guerres impérialistes ;
4. Appui à l'œuvre de reconstruction de la République des soviets ;
5. Le traité de Versailles et la reconstruction des régions dévastées.